

# Rapport d'activité Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable de Bordeaux Métropole 2017-2020

Août 2021

Auteur : Bordeaux Métropole

CONSEIL CONSULTATIF  
DE GOUVERNANCE  
ALIMENTAIRE DURABLE  
CCGAD DE BORDEAUX MÉTROPOLE



The project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under Grant Agreement n. 101000812

## Sommaire

Introduction .....	3
Vers un conseil de gouvernance alimentaire sur la métropole bordelaise .....	4
Les étapes de construction du CCGAD .....	5
La préfiguration du CCGAD (2014-2016) .....	5
L'installation du CCGAD (2017-2018) .....	7
La mise en action du CCGAD (2019-2020) .....	9
Carte d'identité du CCGAD .....	12
Une instance pionnière de l'alimentation durable .....	12
La gouvernance du CCGAD .....	13
Les valeurs du CCGAD .....	14
Le périmètre du CCGAD .....	14
Les rôles du CCGAD .....	14
Les thématiques prioritaires du CCGAD .....	15
Permettre à tous d'exercer son choix d'une alimentation saine et durable .....	15
Lutter contre le gaspillage alimentaire .....	15
Renforcer la capacité agricole alimentaire du territoire .....	15
Relocaliser les filières et encourager les circuits courts et de proximité .....	15
Les actions du CCGAD .....	16
Fédérer les acteurs et animer les coopérations .....	16
Sensibiliser, valoriser, porter à connaissance .....	16
Soutenir les initiatives locales et les expérimentations .....	17
Suivre et évaluer les performances du territoire .....	18
Conclusion .....	19
Une instance clé dans le champ de l'alimentation durable .....	19
Une instance qui se réinvente pour plus d'efficacité .....	20
Glossaire .....	22
Bibliographie .....	22
Annexe 1 : Le cadre réglementaire du CCGAD .....	23
Annexe 2 : Engagements des collègues d'acteurs au lancement du CCGAD .....	26
Annexe 3 : Le plan d'action du CCGAD .....	28

# Introduction

**Les villes concentrent aujourd'hui plus de la moitié de la population mondiale, et l'urbanisation croissante a modifié l'organisation de nos systèmes alimentaires, éloignant progressivement les bassins de consommation des bassins de production. Or, les choix que nous opérons dans notre alimentation, qu'il s'agisse de l'origine de nos aliments ou des pratiques de production, de transformation et de distribution, ont un impact sur notre environnement, notre santé et la qualité des liens sociaux qui nous unissent.**

Bordeaux Métropole n'échappe pas à ces problématiques. Le Rapport Quévremont a révélé, dès 2011, la vulnérabilité du territoire métropolitain en matière d'alimentation, la production de produits frais représentant alors moins d'un jour de la consommation annuelle correspondante. L'urbanisation croissante de la métropole bordelaise contraint elle aussi la durabilité de son système alimentaire : comptant 801 041 habitants en 2020, la métropole a vu sa population augmenter de 8700 habitants en moyenne par an depuis 2008. L'artificialisation des sols, la disparition de la ceinture verte maraîchère, l'importance de la viticulture et les réglementations concernant les zones inondables représentent elles aussi des obstacles au déploiement d'un système alimentaire durable.

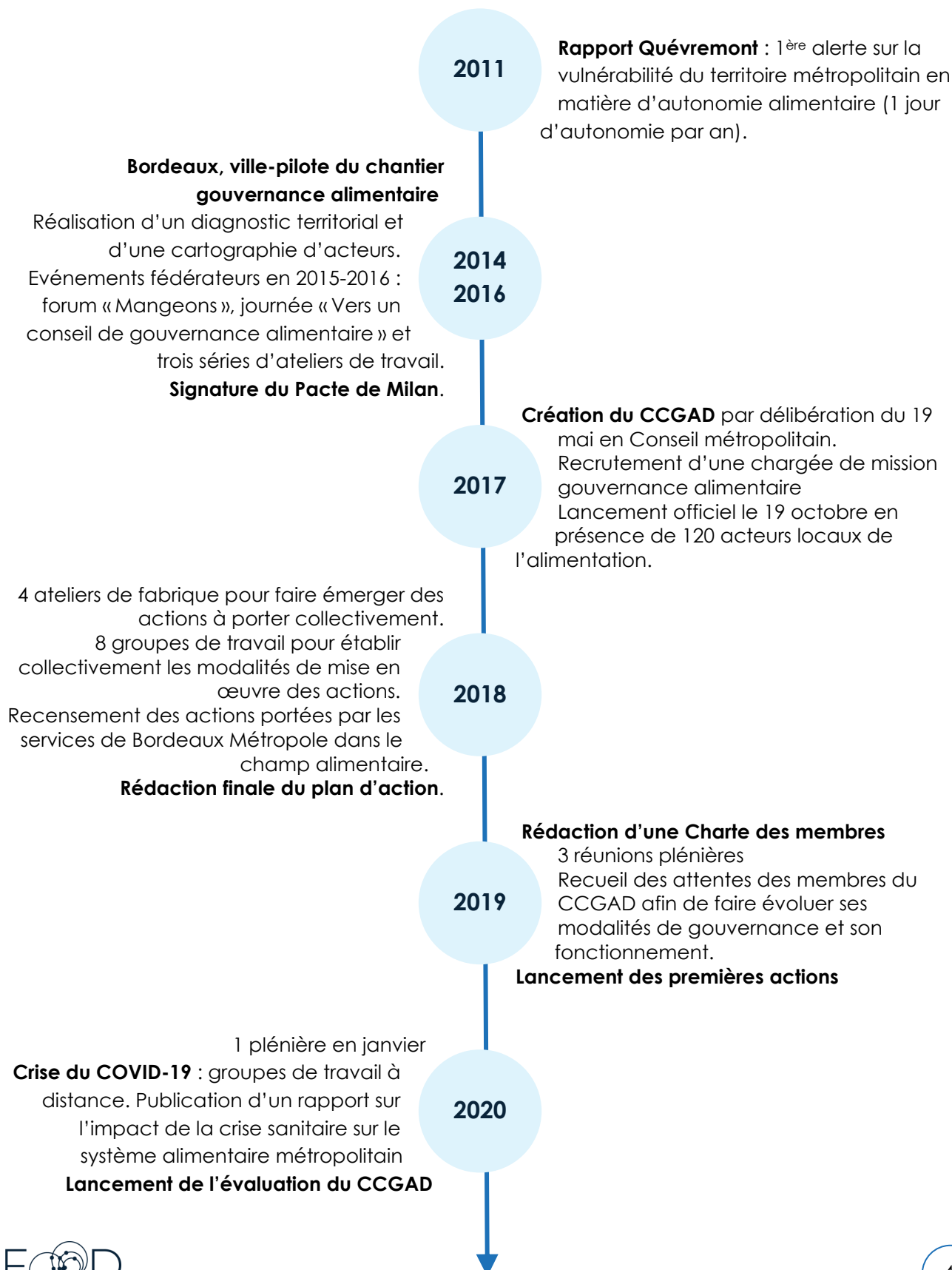
Face à ces constats, **Bordeaux Métropole a entrepris une démarche partenariale réunissant de nombreux acteurs du territoire sur la base d'un diagnostic alimentaire territorial partagé.** Les événements et ateliers ont permis de définir collectivement les enjeux de la relocalisation de notre système alimentaire, qui implique de préserver les terres agricoles et de définir de nouvelles réciprocitys entre urbain et rural, dans le but de promouvoir les produits du terroir et de créer des emplois non-délocalisables dans le secteur alimentaire. De nombreuses initiatives fleurissent sur notre territoire, et il est apparu primordial de pérenniser cette dynamique afin de valoriser l'existant et de mutualiser les différents leviers d'action en faveur d'un système alimentaire plus durable.

Dans le cadre de son plan d'action pour un territoire durable à Haute Qualité de Vie, **Bordeaux Métropole a ainsi créé son Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable (CCGAD).** Ce conseil vise à faire reconnaître la dimension éminemment transversale de l'alimentation durable, pour en faire une porte d'entrée innovante à la résolution des défis écologiques, sociaux et économiques de nos territoires.

**Première instance de gouvernance territoriale dédiée à l'alimentation portée par une métropole en France,** le Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable s'inspire des « Food Policy Councils » anglo-saxons. Ces conseils de politique alimentaire œuvrent au développement de nouvelles formes de gouvernance pour construire des politiques alimentaires de manière participative et concertée, et amènent à considérer l'alimentation comme un système complexe intégrant de multiples acteurs, enjeux et filières, afin que les actions mises en place soient cohérentes vis-à-vis des dynamiques et des besoins du territoire.

**Ce rapport d'activité concerne l'activité du Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable lors de sa période test de trois ans.** Il documente les étapes de construction du CCGAD puis décrit son fonctionnement en 2020. Il présente également ses principales actions entre 2017 et 2020 et ses perspectives d'évolution. S'agissant d'une instance encore nouvelle en France, il est nécessaire pour le CCGAD d'innover et d'expérimenter pour faire de la concertation territoriale sur les sujets alimentaires un outil de construction de politiques publiques efficaces. Ce rapport d'activité vise ainsi à documenter la structuration du CCGAD et à contribuer à des échanges d'expérience avec d'autres territoires, dans le but de renforcer le rôle des villes dans la transition vers des systèmes alimentaires territorialisés.

# Vers un conseil de gouvernance alimentaire sur la métropole bordelaise



# Les étapes de construction du CCGAD

Plusieurs étapes ont permis de construire le Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable (CCGAD) : une phase de préfiguration (2014-2016) qui aboutit à la création officielle du CCGAD en 2017, puis une phase d'installation (2017-2018) et enfin de mise en action (2019-2020).

## La préfiguration du CCGAD (2014-2016)

Le rapport Quévremont révèle, dès 2011, la disparition de la ceinture verte maraîchère autour de l'aire métropolitaine et la faible résilience du système alimentaire métropolitain, en estimant à un jour l'autonomie alimentaire du territoire : « La production de produits frais (fruits et légumes, produits laitiers, viande) sur le territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB) représente moins d'un jour de la consommation annuelle correspondante ». Le rapport identifiait également sept leviers d'actions pour renforcer cette faible autonomie alimentaire du territoire.

En 2014, Bordeaux est retenue comme ville-pilote dans le cadre d'un chantier sur la gouvernance alimentaire financé par la DREAL Aquitaine, en collaboration avec la DRAAF Aquitaine et l'ARS Aquitaine. L'animation est assurée par l'association IUFN, avec l'appui du CEREMA et du CREPAQ. Cette expérimentation vise à réfléchir aux modalités nécessaires à l'élaboration d'une politique publique de l'alimentation intégrée à l'échelle de trois territoires (Bordeaux, la Communauté d'Agglomération du Libournais et le Pays Basque) et de leur région urbaine, et cible l'Agenda 21 comme l'outil au service de cette démarche. L'expérimentation reprend la méthodologie des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) prévue dans la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (cf. Annexe 1). Ainsi, un diagnostic territorial et une cartographie d'acteurs sont réalisés par l'IUFN en 2014.

En 2015, la Ville de Bordeaux et la CUB participent à l'exposition universelle de Milan 2015 sur le thème « Nourrir la planète, Énergie pour la vie », signent le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, puis organisent plusieurs événements et ateliers pour partager le diagnostic, avec l'appui méthodologique de l'IUFN :



- Le forum « Mangeons » sur l'alimentation durable est organisé en juin 2015 par la Ville de Bordeaux dans le cadre de la caravane alimentaire qui a traversé plusieurs villes européennes suite à la signature du Pacte de Milan. Cet événement est un temps de réflexion sur les enjeux de relocalisation du système alimentaire métropolitain ouvert aux acteurs locaux de l'alimentation. Plus de 90 professionnels, élus et représentants d'institutions publiques (ARS, DRAAF, DREAL) y participent. La présentation du diagnostic alimentaire territorial et de la cartographie des acteurs servent alors de base à la réflexion des participants autour de 3 questions :
  - Comment organiser et gérer les ressources alimentaires de manière durable et solidaire ?
  - Comment construire la résilience des villes sur une économie alimentaire territorialisée ?
  - Comment garantir une alimentation saine à un prix juste et accessible pour tous ?



Ce forum est aussi l'occasion d'actions de sensibilisation du grand public (marché de producteurs, repas anti-gaspillage alimentaire à partir d'invendus alimentaires). **Ce forum permet aux acteurs présents de s'emparer d'une suggestion de l'IUFN soulignant la nécessité de créer un conseil de gouvernance alimentaire**, défini comme : « un nouveau mécanisme de gouvernance, un dispositif de pilotage de l'action territoriale, qui puisse articuler les actions aussi variées que les initiatives publiques à différents échelons, les initiatives de la société civile, celles d'acteurs privés du secteur agro-alimentaire et les dispositifs existants de participation locale autour de l'alimentation durable pour tous ».



- La journée « Vers un projet territorial de gouvernance alimentaire », organisée en octobre 2015, permet d'établir une feuille de route pour faire évoluer le système alimentaire vers la durabilité et la résilience autour de 7 axes, identifiant des initiatives à mettre en place et un référent pour chaque axe. Cette journée contribue également à la co-construction d'un conseil de gouvernance alimentaire. Partant des conclusions du Forum Mangeons, les participants sont invités à échanger sur le rôle du conseil de gouvernance alimentaire, son statut et sa gouvernance, le rythme de travail et les engagements des membres, les financements et la nécessité d'une animation.

Entre 2015 et 2016, trois séries d'ateliers du Conseil de Gouvernance Alimentaire (nom donné à la préfiguration du CCGAD) mobilisent des acteurs locaux pour travailler sur les thèmes suivants :

- Préserver les terres agricoles et alimentaires
- Encourager l'activité agricole et alimentaire
- Relocaliser les filières et répartir la valeur ajoutée
- Encourager les circuits courts et de proximité
- Permettre à tous d'exercer son choix d'une alimentation durable et de qualité
- Lutter contre le gaspillage alimentaire



L'année 2016 est marquée par la métropolisation et l'élaboration du Plan d'action pour un territoire durable à haute qualité de vie de Bordeaux Métropole (adopté en juillet 2017). Ce plan est une réponse aux efforts demandés par la COP 21 et présente un ensemble de mesures pour répondre aux grands enjeux écologiques globaux. Ce plan intègre une action 20 visant à faire émerger et mettre en œuvre une politique agricole, alimentaire et durable spécifique à la métropole de Bordeaux, et ce dans l'objectif plus général de conjuguer aménagement du territoire et transition écologique. Cette action établit quatre objectifs spécifiques qui concernent la protection des espaces agricoles, l'installation, les formes d'agriculture, le soutien au circuit court permettant l'accès à une alimentation saine. Pour atteindre ces objectifs, la Métropole a défini quatre ensembles de mesures opérationnelles dont l'une vise à instaurer le CCGAD, l'animer et réaliser en son cadre des chantiers concrets.

## L'installation du CCGAD (2017-2018)

En mai 2017, l'ensemble du travail de préfiguration aboutit à une **délibération**, votée le 19 mai en Conseil métropolitain, **qui instaure le CCGAD pour une période test de trois ans**. La délibération établit que Bordeaux Métropole aura la responsabilité de l'animation du CCGAD et que celui-ci sera libre de définir son organisation ; que des thèmes de réflexion seront soumis par Bordeaux Métropole et que le CCGAD pourra y ajouter librement d'autres thèmes pertinents. La délibération propose une finalité, des rôles, une organisation, des productions et un rythme de réunion. Ces éléments constituent une base de travail à formaliser par le Conseil consultatif une fois mis en place. Les premiers mois de l'instance sont alors marqués par :

- **Le recrutement** par Bordeaux Métropole **d'une chargée de mission Gouvernance alimentaire** qui est placée dans le Service Santé et Qualité de Vie (Direction Énergie, Écologie et Développement durable au sein de la Direction Générale Haute Qualité de Vie). Cette direction est mutualisée entre Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux.
- **L'organisation d'une réunion plénière de lancement** ouverte aux acteurs locaux de l'alimentation, et à laquelle assistent 120 participants. Cette réunion est l'occasion de :
  - **Présenter le Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable** (ses missions, sa gouvernance) et annoncer une feuille de route pour 2017 et 2018.
  - **Constituer les cinq collèges d'acteurs** du CCGAD (cf. La gouvernance du CCGAD p.13) : les participants s'y inscrivent et chaque collège se réunit pour une réflexion collective autour de la question « comment souhaiterais-je voir évoluer mon activité vers plus de durabilité ? »
  - **Conduire sept ateliers de réflexion** afin de « compléter l'état des lieux des projets existants et identifier des pistes d'actions collectives ». Dans la continuité des ateliers de 2015-2016, les sept thématiques sont :
    1. Préserver les terres agricoles et alimentaires
    2. Encourager l'activité agricole
    3. Renforcer l'autonomie et la résilience alimentaires
    4. Relocaliser les filières et répartir la valeur ajoutée
    5. Encourager les circuits courts
    6. Permettre à tous les citoyens d'exercer leur choix d'une alimentation durable
    7. Lutter contre le gaspillage alimentaire

Fin 2017, cinq réunions permettent à chaque collège d'acteurs de se réunir afin de définir un message commun (cf. Annexe 2) à transmettre aux élus à l'occasion du premier comité de pilotage du CCGAD prévu en janvier 2018. Ces rencontres sont l'occasion pour les membres des collèges de choisir des porte-paroles pour les représenter au sein de ce comité.

De 2017 à mi-2018, l'IUFN apporte des méthodes d'animation, de travail et produit les rapports des rencontres.

**À partir de 2018**, le CCGAD engage des travaux prévus dès la délibération, consistant à définir les actions à engager.

**Un comité de pilotage** (COPIL) réunit en janvier quatre élus de Bordeaux Métropole, des directeurs et des chargés de mission (Direction de la Nature, Direction énergie écologie et développement durable, Direction des restaurants, Cabinet du président), les partenaires étatiques historiques (ARS, DRAAF, DREAL), les porte-paroles des collèges et l'IUFN. Ce premier COPIL est l'occasion de recevoir

les messages des cinq collèges élaborés fin 2017, de valider la feuille de route 2018 et de valider les **quatre thématiques prioritaires**, construites à partir des thèmes listés en 2017, qui feront l'objet d'ateliers de fabrique :

- Permettre à tous d'exercer son choix d'une alimentation durable et de qualité
- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Renforcer la capacité agricole alimentaire du territoire
- Relocaliser les filières et encourager les circuits courts

Les membres du CCGAD se réunissent ainsi début 2018 lors d'**ateliers de fabrique** visant à identifier des actions à mener collectivement sur ces quatre thématiques prioritaires. Ces ateliers permettent de décliner de manière opérationnelle les thématiques en axes de travail, puis chaque axe en actions. Un travail a été mené en parallèle au sein de Bordeaux Métropole pour recenser les dispositifs déjà existants afin d'assurer la complémentarité du plan d'action du CCGAD.

Les actions proposées lors des ateliers de fabrique sont analysées par l'équipe d'animation du CCGAD (animatrice et IUFN) grâce à une grille prenant en compte les critères suivants :

- La pertinence des actions proposées vis-à-vis de l'objectif de l'atelier et l'impact prévu ;
- Les interactions de l'action avec les dispositifs existants (internes et externes à Bordeaux Métropole) et sa contribution aux autres objectifs du CCGAD ;
- Les conditions favorables de mise en œuvre opérationnelle des actions : action simple, pérennité de l'action, démarche collective, capacité à démarrer vite, capacité à se traduire par un résultat concret pouvant être mesuré, faibles besoins en financements, faibles besoins en ressources humaines, etc.

Ce travail d'analyse a permis de rédiger une **première version du plan d'action du CCGAD** mettant en avant l'investissement demandé par chacune des actions et leur complexité de mise en œuvre, afin que les membres du CCGAD en aient conscience en décidant de s'investir. Les membres ont été alors invités à se positionner sur des activités par un formulaire internet afin de mettre en place des groupes de travail et ainsi établir collectivement leurs modalités de mise en œuvre.

En parallèle, **une démarche interservices est lancée en interne à Bordeaux Métropole**. Elle se traduit par des entretiens bilatéraux avec les directions concernées par les sujets agricoles et alimentaires, l'animation d'une réunion interservices pour favoriser l'interconnaissance de ces dispositifs et enfin la rédaction d'un livret interne recensant les actions et stratégies de chaque direction en lien avec l'alimentation durable. Réalisé avec l'appui d'une stagiaire, cet outil permet à l'animatrice du CCGAD de veiller à la cohérence du plan d'action du CCGAD (alors en cours d'élaboration) avec les actions des Directions de Bordeaux Métropole.

En septembre 2018, les **groupes de travail** sont organisés de manière transversale, afin de recroiser les quatre thématiques prioritaires sur plusieurs typologies d'action. Sept groupes ont ainsi pu être formés, mêlant des membres des 5 collèges du CCGAD, et plusieurs directions de la Métropole sont sollicitées pour apporter leur expertise dans les domaines concernés :

- **GT 1 : Cartographie et site internet** | Répertorier les initiatives en faveur de l'alimentation durable pour contribuer à leur donner de la visibilité sur le territoire
- **GT 2 : Sensibilisation** | Sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux de l'alimentation durable
- **GT 3 : Supports de communication** | Créer et mutualiser des supports de communication pour délivrer un message cohérent sur les enjeux de l'alimentation durable



- **GT 4 : Formation** | Transmettre les enjeux de l'alimentation durable aux professions liées à l'alimentation pour qu'elles puissent les intégrer à leur activité
- **GT 5 : Partenariats et réseaux** | Développer les partenariats et réseaux en faveur de l'alimentation durable
- **GT 6 : Événementiel** | Organiser et investir des événements pour faire valoir les enjeux de l'alimentation durable
- **GT 7 : Agriculture urbaine** | Développer les pratiques d'agriculture urbaine pour faire valoir leurs bénéfices (économiques, sociaux et environnementaux)

Ces groupes ont permis de définir les modalités de mise en œuvre des actions concernées, et de peu à peu dessiner les contours d'une action efficace du CCGAD.

En novembre 2018, **les porte-paroles des collèges se réunissent afin de travailler ensemble à l'élaboration d'une Charte pour le Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable** : en se basant sur les travaux menés depuis octobre 2017, la rencontre a permis de préciser la finalité du CCGAD, ses valeurs, son échelle d'action, quatre rôles ainsi que quatre thématiques prioritaires (qui correspondent aux quatre thèmes des ateliers de fabrique). Cette réunion acte la nécessité de reprendre le plan d'action en l'adaptant à la définition des rôles du CCGAD. L'équipe d'animation regroupe alors les actions similaires et en reformule certaines afin de les rendre plus ouvertes. **Le plan d'action est ainsi retravaillé** (cf. Annexe 3) **et liste désormais 25 actions organisées en fonction des 4 rôles du CCGAD** :

- Fédérer les acteurs et animer les coopérations
- Sensibiliser, valoriser, porter à connaissance
- Soutenir les initiatives locales et les expérimentations
- Suivre et évaluer les performances du territoire

## La mise en action du CCGAD (2019-2020)

**En janvier 2019, un Comité de pilotage du CCGAD se réunit et entérine la proposition de Charte et le nouveau plan d'action qui clarifient désormais la finalité, les rôles et les thématiques d'intervention du CCGAD.** La Charte vise à assurer le positionnement du CCGAD comme une instance ayant une plus-value dans la relocalisation du système alimentaire. Dès lors, les personnes souhaitant rejoindre le CCGAD doivent signer la charte et ainsi s'engager à en respecter les intentions. Ce fonctionnement garantit le respect des valeurs qui fondent l'action concertée du Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable.

Le Comité de pilotage de janvier valide également **une feuille de route 2019** centrée sur le démarrage des actions (site internet, étude restauration collective, etc.).

En avril, **une rencontre du CCGAD rassemble 90 participants.** Cette rencontre vise à présenter la Charte du CCGAD pour la soumettre à la signature des acteurs locaux de l'alimentation, et la plénière est aussi l'occasion de lancer officiellement le site internet du CCGAD. Le reste de la rencontre permet de favoriser la mise en réseau des acteurs autour de deux temps d'animation :

- La place du marché : temps de rencontre qui vise à favoriser l'interconnaissance des acteurs au sein des collèges ;
- Du pain sur la planche : groupes de travail d'une heure selon qui visent à résoudre 5 défis proposés par les participants sur l'alimentation durable.
  - Comment accompagner des installations pérennes en agroécologie ?

- Comment le MIN de Brienne peut-il contribuer à optimiser la logistique alimentaire urbaine ?
- Comment mobiliser des habitants sur un projet de groupement d'achats ?
- Comment répondre à l'afflux de dons d'invendus alimentaires ?
- Comment construire des partenariats entre pouvoirs publics et associations pour sensibiliser les enfants à l'alimentation durable ?

Le reste de l'année 2019 est consacré à une réflexion sur le fonctionnement interne du CCGAD : l'appui d'une stagiaire permet de questionner les membres du CCGAD sur leur vision de l'instance et leurs attentes pour sa structuration.

En **septembre 2019**, une **plénière** vise alors à **co-construire le règlement intérieur** sur la base d'une proposition de l'équipe d'animation au moyen de la méthode des votes colorés. Le règlement reprend des éléments de la Charte tout en ajoutant des éléments nouveaux sur :

- La composition interne du Conseil consultatif avec notamment la mise en place de représentant élus de collèges (au lieu des porte-paroles initiaux).
- Les responsabilités des membres, des représentants, des co-présidents et de l'animation.
- Les réunions du CCGAD de trois types (réunions du COPIL, plénières et groupes de travail) : le règlement intérieur fixe le rythme, les participants, les objectifs et la structure-type de chacune des réunions.
- Les modalités de prise de décision : il établit que les prises de décision relèvent du COPIL selon la méthode du consentement
- Les modalités et obligations de communication en interne et externe
- Les modalités de dissolution

Cette plénière est aussi l'occasion de présenter les premiers résultats de l'étude menée sur l'identification du poids économique de la restauration collective sur la métropole bordelaise.

En **novembre 2019**, une **plénière**, structurée selon les propositions du règlement intérieur, dédie un temps conséquent aux échanges entre les membres au sein de chaque collège afin qu'ils élisent leurs représentants. La deuxième partie de la rencontre consiste en la présentation d'une étude de Bordeaux Métropole sur les biodéchets et ses pistes d'actions pour les réduire et les gérer. Des échanges ont lieu entre les membres du CCGAD et les services de Bordeaux Métropole sur cette thématique.

**En 2020, les travaux des premières années permettent enfin au CCGAD de se lancer plus activement dans la mise en œuvre d'actions** avec des temps de rencontres plus réguliers et structurés.

La réunion plénière qui se tient en janvier permet d'échanger sur la Politique agricole métropolitaine, alimentaire et durable et de réaliser des ateliers de fabrique sur 4 actions :

- Créer et animer un site internet dédié à l'alimentation durable ;
- Organiser des conférences-débats croisant les regards des acteurs de terrain et des établissements de recherche ;
- Développer des ateliers grand public en lien avec l'alimentation durable (défi alimentation à destination des habitants) ;
- Accompagner les acteurs de l'aide alimentaire dans un changement de pratiques vers plus de durabilité.

Cependant, l'année 2020 est perturbée d'une part par les élections qui affectent la tenue des COPIL, remplacés par des réunions des représentants. D'autre part, la crise sanitaire met un coup d'arrêt à la régularité des rencontres. Le CCGAD montre sa capacité à s'adapter en poursuivant des réunions en plus petits groupes à distance et en adaptant son programme d'activité.

Des groupes de travail post-confinement sont organisés en distanciel sur les thèmes suivants :

- La **coordination de la restauration collective** qui doit réaliser un bilan de l'activité des unités de production pendant le confinement, mettre en place des procédures de coordination à l'échelle métropolitaine et identifier des solutions en cas d'évolution de la demande (ex : fermeture des écoles, hausse des besoins dans le secteur de l'aide alimentaire, etc.).
- La **visibilité des initiatives** qui aboutit à la production d'un rapport listant les nombreuses actions (distributions de paniers, maraudes, travail sur la réduction du gaspillage, etc.) menées lors de la première période de confinement par les acteurs locaux de l'alimentation.
- La **coordination du don et de l'offre alimentaire** à l'échelle de Bordeaux Métropole qui doit identifier les structures concernées et les solutions à disposition pour améliorer l'accès à l'alimentation pour tous et réduire le gaspillage alimentaire.
- La **coordination locale pour faire le relais entre les commerçants** (épiceries, restaurants, etc.), **les initiatives en circuits courts et les productrices et producteurs locaux**. Ce groupe de travail a été reporté.
- L'**installation et la transmission agricoles**, qui doit construire un annuaire des interlocuteurs de Gironde dans ces domaines.
- Le **bilan du CCGAD**, suite à ses trois premières années de fonctionnement, qui doit permettre de rédiger un cahier des charges pour le marché « Evaluation du Conseil Consultatif de Gouvernance Alimentaire Durable de Bordeaux Métropole et préconisations pour une évolution de son fonctionnement ».

En parallèle, **trois réunions des représentants des collèges** se tiennent en février, mai et juillet : ces réunions se sont tenues en lieu et place des COPIL. Elles ont permis de finaliser le règlement intérieur et de prioriser les actions du plan d'action à mettre en œuvre en 2020. La seconde a permis de définir des groupes de travail dans le cadre de la crise sanitaire. La troisième prépare la feuille de route pour la rentrée 2020-2021, le lancement de l'évaluation du CCGAD et valide une plaquette de présentation du CCGAD à destination des élus.

La fin de l'année 2020 est marquée par l'organisation d'un **webinaire visant à échanger sur l'impact du confinement sur le système alimentaire de la métropole bordelaise**, à partir de la publication du CCGAD sur ce thème. Lors du webinaire, des actrices et acteurs locaux sont intervenu·e·s sur trois domaines spécifiques : les circuits courts et de proximité et l'activité agricole, la solidarité alimentaire, et la restauration collective. Cet événement s'est clôturé par une annonce des perspectives de travail du CCGAD pour l'année 2021.

# Carte d'identité du CCGAD

La construction progressive du Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable lui a permis de préciser son action et d'installer sa gouvernance. Cette section décrit son organisation et son fonctionnement en 2020.



## Une instance pionnière de l'alimentation durable

**Le Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable (CCGAD) est la première instance territoriale dédiée à l'alimentation durable en France.** Inspiré des *Food Policy Councils* anglo-saxons, le CCGAD est une instance collective et participative d'acteurs concernés par les enjeux agricoles et alimentaires, qui co-construisent des stratégies visant à accompagner la transition de la métropole bordelaise vers l'émergence d'un système alimentaire territorial durable. De ce fait, l'instance favorise la mise en réseau d'élus métropolitains, d'agents de Bordeaux Métropole et d'une centaine d'actrices et acteurs locaux de l'alimentation afin qu'ils partagent leur expertise et créent des synergies. Créé en 2017 pour une période expérimentale de 3 ans, une évaluation du CCGAD sera réalisée en 2020 sur le fonctionnement et l'efficacité de l'instance.

La gouvernance alimentaire est une démarche qui invite à se saisir de l'alimentation comme une porte d'entrée pour relever les défis du territoire (économiques, sociaux, environnementaux, culturels), en animant une triple transversalité :

- **Une transversalité au sein même de Bordeaux Métropole**, afin de mettre en cohérence les différentes politiques publiques sectorielles liées à l'alimentation : l'équipe d'animation du CCGAD vise ainsi à réunir les directions de Bordeaux Métropole concernées par les enjeux alimentaires afin d'assurer la coordination de leurs actions ;
- **Une transversalité entre échelons administratifs** (communes, métropole, département, région, Etat), afin de mutualiser leurs compétences en lien avec l'alimentation : le CCGAD se positionne sur des enjeux, tels que la restauration collective, qui concernent plusieurs échelons ;
- **Une transversalité entre Bordeaux Métropole et les acteurs du territoire**, afin de mettre en réseau les acteurs publics, privés et associatifs du système alimentaire métropolitain et encourager la construction de projets collectifs : le CCGAD s'est ainsi doté d'un plan d'action co-construit avec ses membres et organise régulièrement des plénières permettant d'échanger sur les initiatives locales et les politiques publiques métropolitaines.

## La gouvernance du CCGAD

La gouvernance du CCGAD vise à traduire cette ambition de triple transversalité, à la fois par la diversité de ses membres et par leur implication dans les prises de décision.

Les membres du CCGAD s'organisent au sein de collèges d'acteurs, permettant de refléter la diversité des parties prenantes du système alimentaire local :

- **Collège #1** : acteurs des politiques publiques et accompagnateurs ;  
*Ex : collectivités, organismes publics, directions étatiques, associations, recherche*
- **Collège #2** : acteurs de la production alimentaire et agricole et accompagnateurs ;  
*Ex : producteurs (ruraux, périurbains et urbains), interprofessions, syndicats, associations, coopératives et autres modèles de regroupement, chambre consulaire, recherche*
- **Collège #3** : acteurs de la transformation alimentaire et accompagnateurs ;  
*Ex : artisans, industries agro-alimentaires, producteurs-transformateurs, associations, coopératives, chambre consulaire, outils de transformation, recherche*
- **Collège #4** : acteurs de la distribution alimentaire et accompagnateurs ;  
*Ex : Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) et autres modèles de paniers, grande et petite distribution, épiceries (dont solidaires), magasins de producteurs, banque alimentaire, chambre consulaire, organisme de logistique, Marché d'intérêt national*
- **Collège #5** : acteurs pour la sensibilisation, la défense des intérêts et l'aide au changement de pratique des mangeurs ;  
*Ex : acteurs engagés dans les thématiques de consommation pour tous, autoproduction, lutte contre le gaspillage alimentaire, nutrition, santé, environnement*

Les **membres du CCGAD** contribuent, par leur expertise, aux **groupes de travail** afin de mettre en œuvre le plan d'action du CCGAD. Ils se réunissent également en **plénières** au moins 5 fois par an (de septembre à août) pour assurer des échanges entre Bordeaux Métropole et les membres du CCGAD, suivre la mise en œuvre du plan d'action et partager des initiatives et bonnes pratiques.

Le **comité de pilotage** réunit les représentant·e-s des collèges et co-président·e-s pour définir les objectifs annuels du CCGAD et assurer le suivi et l'évaluation de son action. Chaque collège d'acteurs élit au moins trois représentant·e-s pour un mandat de 4 ans qui portent les intérêts du collège au sein du comité de pilotage et contribuent ainsi à la construction des stratégies du CCGAD. La présidence du CCGAD est assurée en binôme par le Vice-président de Bordeaux Métropole en charge de la résilience alimentaire et par un·e membre élu·e au sein des représentant·e-s des collèges (hors Collège #1, et dont le mandat dure 2 ans). Les co-président·e-s du CCGAD facilitent l'organisation des réunions, assurent la liaison entre le CCGAD et Bordeaux Métropole, et interviennent en tant que porte-paroles du CCGAD. A ce jour, l'élection du ou de la co-président·e n'a pas eu lieu, la présidence a donc uniquement été assurée par la Vice-présidente de Bordeaux Métropole en charge du développement durable.

Une **équipe d'animation**, constituée par des agents de Bordeaux Métropole, est chargée de faire vivre la structure au quotidien grâce à un travail d'animation et de coordination.



## Les valeurs du CCGAD

Les valeurs suivantes guident l'action du CCGAD :

- La **bienveillance** garantit un cadre d'échange ouvert facilitant l'écoute active et la coopération entre les membres du CCGAD, dans un esprit de solidarité ;
- L'**ambition** permet de faire du CCGAD une instance innovante qui vise à relever les défis du territoire par une approche systémique de l'agriculture et de l'alimentation ;
- Le **pragmatisme** permet de construire des stratégies prenant en compte les réalités du système alimentaire local.

## Le périmètre du CCGAD

La notion de **territoires** se définit de manière plurielle. Selon les besoins identifiés et les filières concernées, l'action du CCGAD portera sur des échelles différentes tout en s'engageant à rechercher des solutions dans une logique de proximité. Cette action doit être pensée en relation étroite avec les territoires voisins de la métropole bordelaise, afin de fonder une solidarité interterritoriale sur la thématique de l'alimentation durable.

## Les rôles du CCGAD

Afin d'assurer une action efficace, le CCGAD a ainsi pour fonction de :

- **Fédérer les acteurs et animer les coopérations** : En mettant en réseau les acteurs des territoires, le CCGAD a pour vocation de favoriser la mutualisation de leurs compétences, de faciliter le développement de partenariats et de promouvoir une vision systémique et concertée de l'alimentation, basée sur la co-responsabilité des acteurs du territoire.
- **Sensibiliser, valoriser, porter à connaissance** : Le CCGAD vise à favoriser l'information et à mobiliser le plus grand nombre (citoyens, acteurs locaux et élus) dans la mise en œuvre d'un système alimentaire durable. Il assure dans ce sens une veille active sur les initiatives existantes et émergentes.
- **Soutenir les initiatives locales et les expérimentations** : Le territoire regorge d'initiatives en faveur de l'alimentation durable que le CCGAD peut accompagner. Il peut aussi développer des expérimentations aux côtés des acteurs locaux pour tester des projets, faire émerger des solutions originales et viables sur le plan économique, social et environnemental.
- **Suivre et évaluer les performances du territoire** : Caractériser, comprendre et anticiper les évolutions du système alimentaire permet au CCGAD d'évaluer les impacts à moyen et long terme des décisions et des actions qu'il mène, de formuler des recommandations auprès des décideurs politiques locaux ou autres acteurs du territoire pour avancer vers un système alimentaire local durable.

## Les thématiques prioritaires du CCGAD

Le diagnostic territorial et les ateliers organisés avec les différentes parties prenantes du système alimentaire local ont permis d'amorcer des réflexions et d'identifier collectivement les enjeux agricoles et alimentaires du territoire, tout en recensant les actions déjà portées par Bordeaux Métropole dans ce domaine. **Quatre thématiques prioritaires orientent donc les travaux du CCGAD :**

### Permettre à tous d'exercer son choix d'une alimentation saine et durable

La transition alimentaire nécessite que chacun-e puisse être, en toute conscience et en maîtrise de ses choix alimentaires, acteur d'une consommation éco-responsable. Le CCGAD a ainsi pour objectif de permettre à tous d'exercer son choix d'une alimentation saine, durable et de qualité sur le territoire en levant la contrainte de la capacité financière, en répartissant au mieux l'offre alimentaire, et en replaçant la production alimentaire durable et de qualité au cœur des villes. Le CCGAD cherche ainsi à œuvrer en faveur d'un renforcement de la démocratie alimentaire.

### Lutter contre le gaspillage alimentaire

L'étude de l'ADEME réalisée en 2016 estimait le poids des pertes et gaspillages alimentaires en France à 10 millions de tonnes annuelles de denrées soit 150 kg par personne et par an. L'étude indique que « toutes les étapes de la chaîne alimentaire (production, transformation, distribution et consommation) sont concernées par les pertes et gaspillages ». Au vu de ses répercussions économiques, sociales et environnementales, lutter contre le gaspillage alimentaire à toutes les étapes de la chaîne alimentaire (de la production à la consommation) représente donc une priorité du CCGAD.

### Renforcer la capacité agricole alimentaire du territoire

L'agriculture mobilise 11% de la superficie métropolitaine. La faible résilience du système alimentaire métropolitain lié notamment à l'étalement urbain et la disparition de la ceinture verte maraîchère sont de véritables défis pour la mise en place d'un système alimentaire durable. Afin de renforcer la capacité agricole et alimentaire du territoire métropolitain, les travaux du CCGAD visent à recréer du lien entre consommation et production, entre espace urbain et espace rural, mais également à encourager la recherche, la formation et l'innovation afin de valoriser les espaces dédiés à l'agriculture. Ces travaux s'envisagent en cohérence avec les capacités du territoire et dans le respect des enjeux écologiques, en favorisant les initiatives d'agriculture urbaine et le renforcement des coopérations avec les territoires ruraux frontaliers.

### Relocaliser les filières et encourager les circuits courts et de proximité

La relocalisation des filières vise à renforcer l'autonomie et la résilience alimentaire locale en développant la solidarité et les échanges entre territoires. Encourager les circuits courts et de proximité permet de travailler sur une répartition juste et équitable de la valeur ajoutée sur la chaîne alimentaire, de garantir de meilleures conditions de travail pour les agriculteurs et une alimentation de meilleure qualité pour les citoyens. La relocalisation des filières représente une étape supplémentaire du CCGAD pour amorcer la transition vers une alimentation durable et de qualité.

# Les actions du CCGAD

Dès 2019, le CCGAD a initié le lancement de son plan d'action (cf. Annexe 3). Cette section présente, pour chaque rôle du CCGAD, des illustrations permettant de rendre compte des actions menées.

## Fédérer les acteurs et animer les coopérations

De **nombreux temps collectifs** ont été organisés dans le cadre du CCGAD afin de rassembler des acteurs de l'alimentation durable du territoire de Bordeaux Métropole. Ces rencontres avaient pour but d'amener les acteurs à se connaître et à réfléchir collectivement aux enjeux du système alimentaire. Ces temps collectifs ont été des moments de forte mobilisation d'acteurs très variés du système alimentaire de la Métropole, leur permettant de découvrir les nombreuses initiatives présentes sur le territoire, de faire connaître leur activité et d'amorcer des partenariats avec d'autres acteurs.

Ainsi, la rencontre entre des représentants du CHU et de Jeunesse Habitat Solidaire à l'occasion d'une plénière du CCGAD en 2019 ont permis d'initier un projet de récupération des non consommés du CHU pour les distribuer dans les résidences de Jeunesse Habitat Solidaire. Ce projet vise à renforcer l'accessibilité alimentaire pour les jeunes, tout en menant une démarche de réduction du gaspillage alimentaire.

CHU/JHS

## Sensibiliser, valoriser, porter à connaissance

En 2019, le CCGAD a lancé **un site internet qui vise à devenir un espace ressource, carrefour d'informations sur l'alimentation durable** à Bordeaux Métropole. Il présente la démarche du CCGAD et ses grandes étapes, ainsi que les dispositifs déjà en œuvre sur la métropole. Les sections Actualités et Agenda ont pour but de rendre visibles les nombreuses initiatives du territoire en faveur d'un système alimentaire durable, et sont enrichies grâce aux contributions des membres du CCGAD. La rubrique Annuaire des membres présente quant à elle les signataires de la charte du CCGAD, en décrivant leur structure et en orientant les visiteurs vers leur site internet.

Ce site s'adresse avant tout aux professionnels qui cherchent à se renseigner sur l'alimentation durable dans la métropole bordelaise. Il peut également être un outil pour faire essaimer les démarches de gouvernance alimentaire sur d'autres territoires. Ce site internet correspond à l'**action 8** du CCGAD.

<https://ccgad.bordeaux-metropole.fr/>

Le CCGAD et la Maison écocitoyenne de Bordeaux Métropole ont également initié **la création d'un défi citoyen portant sur la thématique de l'alimentation durable**. Ce défi a pour objectif de proposer à des foyers volontaires un accompagnement sur 3 mois pour mieux connaître les bénéfices de l'alimentation durable, se réapproprier leur alimentation et expérimenter concrètement un

changement de pratiques alimentaires vers plus de qualité. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'**action 12** du CCGAD qui a déjà permis de soutenir des associations menant des ateliers grand public en lien avec l'alimentation durable. L'intervention des membres du CCGAD dans son élaboration a permis de créer un défi pertinent et inclusif, dont les contenus ont été validés par de nombreux acteurs du territoire.



**AGISSEZ,  
CHANGEZ,  
C'EST FACILE !**



Inscrivez-vous sur :  
[defis-declics.org](https://defis-declics.org)

## Soutenir les initiatives locales et les expérimentations

Dans le cadre de l'**action 19**, le CCGAD encourage le développement d'initiatives en lien avec l'alimentation durable sur son territoire. En 2020, **le CCGAD a accompagné les membres de l'association GALAS** (épiceries sociales et solidaires et apparentées) **dans la mutualisation de leur logistique** : une stagiaire du CCGAD a ainsi mené une enquête auprès des membres de l'association pour comprendre leur fonctionnement, leurs contraintes et leurs attentes, et ainsi esquisser des pistes de travail pour répondre aux difficultés logistiques liées à leur activité.



L'**action 15** du CCGAD met quant à elle l'accent sur les **initiatives participant à la lutte contre le gaspillage alimentaire**. Les travaux du CCGAD en 2018 ont fait émerger le besoin de développer des frigos zéro gaspi sur le territoire. L'association CREPAQ a alors lancé ce projet qui a financé par la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole. Ces frigos visent à renforcer l'accessibilité alimentaire dans le respect des normes d'hygiène tout en contribuant à créer du lien social, de la mixité, du partage mais également à réduire la production de déchets et le gaspillage alimentaire. Ces frigos sont alimentés par les dons de denrées non-consommées réalisés par les particuliers et les cantines scolaires. Un travail de coordination de l'aide alimentaire est expérimenté sur la Ville de Bordeaux, dans le cadre d'un groupe de travail du CCGAD et en lien avec le CCAS et la direction de l'éducation, afin d'optimiser l'approvisionnement de ces frigos et plus largement de

renforcer les coopérations entre donneurs et associations récupérant les denrées.

Par ailleurs, les réunions du CCGAD, en donnant à voir le foisonnement d'initiatives existantes mais aussi les besoins encore non satisfaits, ont contribué à la création d'un **appel à projets** de la Ville de Bordeaux intitulé « **Alimentation, santé et climat** ». Cet appel à projets a soutenu des projets associatifs à hauteur de 20 000 euros par an.

## Suivre et évaluer les performances du territoire

Le CCGAD mène des actions de collecte et d'analyse de données sur le territoire afin d'éclairer la stratégie alimentaire et de formuler des recommandations auprès des décideurs politiques locaux. A ce titre, l'**action 23** du CCGAD a permis de réaliser en 2019 **une étude visant à quantifier et qualifier le poids économique de la restauration collective publique sur le territoire métropolitain**. L'audit des 28 communes et des sites de restauration administrative de la métropole a fait émerger des

préconisations contribuant à la stratégie de structuration de filières alimentaires locales, dans le contexte de la loi Egalim. Celle-ci prévoit l'introduction, au plus tard au 1er janvier 2022, de 50 % de produits de qualité et durables, dont au moins 20 % de produits biologiques, dans les repas servis en restauration collective dans tous les établissements chargés d'une mission de service public. Ainsi, des rencontres techniques ont permis de réunir des acheteurs publics avec des fournisseurs locaux (filière fruits et légumes 4<sup>e</sup> gamme et filière lait) dans le but de structurer des filières alimentaires durables.



Développer les  
approvisionnements bio et  
locaux en restauration collective  
à l'échelle de la Métropole de  
Bordeaux





# Conclusion

Trois ans après sa création par délibération du Conseil métropolitain, le CCGAD arrive à la fin de sa période expérimentale. Afin de pérenniser son action, il convient de dresser un bilan du fonctionnement et de l'efficacité de l'instance et de déterminer les orientations et perspectives à lui donner pour la suite.

## Une instance clé dans le champ de l'alimentation durable

### Une instance incontournable de l'alimentation durable sur le territoire métropolitain :

- **La mise en réseau des acteurs** : les rencontres du CCGAD permettent de faciliter la prise de contact, de former des solidarités et ainsi de faire naître des partenariats et des projets communs. Cette mise en réseau permet de prendre connaissance de la diversité des projets qui existent sur le territoire et constitue une source d'inspiration.
- **Une instance identifiée par tous les acteurs de l'alimentation durable** : le CCGAD se conçoit comme un lieu unique, un carrefour des acteurs du système alimentaire local. Son animation, ses rencontres régulières et la diversité de ses membres assurent un dynamisme du réseau, qui conforte le CCGAD dans son rôle fédérateur et contribue à sa visibilité dans le champ de l'alimentation durable.
- **Un Projet Alimentaire Territorial (PAT)** : le CCGAD s'est construit selon la méthodologie des PAT définie par la loi d'avenir de 2014 et répond pour cela aux ambitions du Programme National pour l'Alimentation. Il s'inscrit ainsi dans un cadre réglementaire qui appuie sa légitimité pour mettre en œuvre des actions favorisant la transition du système alimentaire vers plus de durabilité, à la fois sur son territoire et en coopération avec les territoires voisins.

### Une instance favorisant la démocratie participative :

- **La diversité des acteurs représentés** : les membres du CCGAD rassemblent une grande variété d'acteurs locaux du système alimentaire. On y retrouve ainsi des représentants des collectivités, des associations, du secteur privé, des bailleurs, etc. Fort de son ambition de représentation du système alimentaire, le CCGAD est ouvert à tout acteur adhérant à ses valeurs et en mesure d'apporter une expertise (compétence, connaissance ou expérience) dans au moins un domaine du système alimentaire. Dans un souci permanent de représentativité, le CCGAD invite régulièrement, via les représentants des collèges, des acteurs encore peu mobilisés au sein de l'instance.
- **Une gouvernance participative et inclusive** : la gouvernance de l'instance et ses modalités de prise de décision au consentement visent à favoriser la représentation et l'expression de tous. Le CCGAD contribue ainsi à la mobilisation de la société civile ainsi qu'à la structuration d'une parole et d'une stratégie ancrée dans les réalités du terrain. Par la confrontation des perceptions variées de l'alimentation durable, de ses composantes et enjeux, un plan d'action et une vision commune de l'alimentation durable ont pu être formés au travers des échanges et débats tenus au sein du CCGAD.

### Une instance qui s'inscrit dans une dynamique nationale et internationale :

- **L'inscription dans des réseaux nationaux** : le CCGAD contribue à la veille réglementaire et au partage d'expérience entre collectivités sur les politiques alimentaires urbaines notamment au travers du groupe de travail « Stratégies alimentaires territoriales » de France Urbaine.
- **Une dynamique internationale** : inspiré du modèle de gouvernance alimentaire instauré par les *Food Policy Councils* anglo-saxons, le CCGAD s'inscrit dans une dynamique internationale visant à replacer l'alimentation au cœur des préoccupations citoyennes et politiques. Bordeaux Métropole a également signé le Pacte de Milan en 2015, rejoignant ainsi un réseau de 210 villes engagées en faveur de politiques alimentaires urbaines.

## Une instance qui se réinvente pour plus d'efficacité

Consultés sur les orientations et les perspectives à donner au CCGAD, les membres ont soulevé plusieurs questionnements et perspectives à prendre en compte pour pérenniser l'instance.

- **Quelle implication des élu·e·s dans le travail de l'instance ?**

Les membres du CCGAD appellent à une implication plus forte des élu·e·s des communes et de Bordeaux Métropole afin de **renforcer les liens entre ses travaux et la construction d'une politique publique alimentaire**. Ces liens doivent permettre d'une part aux membres du CCGAD d'assurer un rôle d'alerte, en faisant remonter leurs expériences du terrain auprès des pouvoirs publics, et d'autre part aux élus de partager de manière régulière un état des lieux de leurs actions et de leurs projets dans le champ alimentaire, afin d'assurer une meilleure lisibilité de l'action publique dans ce domaine.

- **Comment conforter le rôle du CCGAD dans son travail de co-construction et d'expertise sur l'élaboration des politiques publiques en lien avec les enjeux de l'alimentation durable ?**

Par la diversité et l'expertise de ses membres, le CCGAD dispose de compétences d'analyse, d'évaluation et de préconisation mais reste pourtant un outil peu mobilisé lors de l'élaboration des politiques publiques. De nouvelles modalités d'interactions entre Bordeaux Métropole et le CCGAD doivent être construites, comme par exemple l'élaboration d'une méthode de saisine du CCGAD par les élus. En tant qu'outil d'aide à la décision, le CCGAD se doit également d'être davantage force de proposition et plus prescriptif par la rédaction de recommandations visant à interpeller la Métropole.

- **Comment conforter le rôle du CCGAD dans la coordination des acteur·rice·s, et sur la mutualisation et la diffusion des informations sur des enjeux clés ?**

La crise sanitaire a révélé le besoin urgent de mieux coordonner les acteurs, de centraliser et diffuser l'information stratégique sur les enjeux d'alimentation durable afin de réagir plus rapidement et plus efficacement, en temps de crise ou non. Ce travail, entamé post-confinement, devra faire l'objet d'une réflexion approfondie afin de dégager une stratégie plus lisible et plus efficace sur des axes d'action prioritaires (don alimentaire, restauration collective, installation et transmission agricoles, etc.).

- **Quelle échelle d'action pour le CCGAD ?**

La question du périmètre administratif et de son échelle restreinte est structurante pour parler de l'ensemble des enjeux liés à l'alimentation. L'articulation du CCGAD aux réflexions, politiques et acteurs aux échelles plus larges du Département et de la Région apparaît essentiel dans la mesure où l'ensemble des acteurs du système alimentaire ne sont pas représentés sur le territoire

métropolitain (peu de producteurs, etc.) et que le bassin de production fournissant la métropole s'étend sur les territoires limitrophes. L'alimentation peut par ailleurs faire l'objet de coopérations multilatérales qui permettraient de dépasser les échanges bilatéraux avec les territoires voisins (Communauté d'agglomération du Libournais, Val de Garonne Agglomération, etc.).

- **Comment valoriser l'action du CCGAD auprès de ses membres et sur le territoire ?**

L'installation du CCGAD s'est réalisée sur un temps long, et la mise en œuvre des actions, initiée en 2019, a été impactée par le confinement en 2020. Pour assurer la mobilisation de ses membres, définir des objectifs quantitatifs et déterminer une méthodologie de suivi des actions pourraient permettre de rendre compte des progrès concrets de l'instance et de réajuster son action le cas échéant. Renforcer l'identification du rôle et de l'action du CCGAD sur le territoire implique également de réfléchir à une stratégie globale de communication : plusieurs membres du CCGAD ont déjà relevé la nécessité de donner un nom plus évocateur à l'instance.

**Afin de réaliser un bilan du fonctionnement et de l'efficacité du CCGAD depuis sa création, une étude a été lancée en septembre 2020 avec l'appui d'un prestataire. Elle devra permettre de formuler des préconisations à même d'améliorer les performances de l'instance.**

## Glossaire

ARS	Agence Régionale de la Santé
CALI	Communauté d'Agglomération du Libournais
CUB	Communauté urbaine de Bordeaux
CCGAD	Conseil Consultatif de Gouvernance Alimentaire Durable
CEREMA	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
COFIL	Comité de pilotage du CCGAD
CREPAQ	Centre Ressource d'Ecologie Pédagogique de Nouvelle-Aquitaine
DRAAF	Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
IUFN	International Urban Food Network
PAT	Projet Alimentaire Territorial

## Bibliographie

Philippe Quévremont, Note de synthèse établie par M. Philippe Quévremont à l'issue de la mission effectuée à la demande de la Communauté Urbaine de Bordeaux, 2011

IUFN, Diagnostic territorial et cartographie des acteurs vers une gouvernance alimentaire – Indicateurs, retours d'expérience et pistes d'actions, 2014-2015

Ville de Bordeaux et IUFN, Synthèse « Forum Mangeons ! Bon bien et pas loin », 3 juin 2015

Bordeaux Métropole et IUFN, Compte-rendu de la journée « Vers un conseil de gouvernance alimentaire », 1<sup>er</sup> octobre 2015

Bordeaux Métropole, Plan d'action pour un territoire durable à haute qualité de vie, 2017

Bordeaux Métropole, Restitution du lancement du Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable, 19 octobre 2017

CCGAD, Plan d'action, 2019

CCGAD, Charte des membres, 2019

CCGAD, Le système alimentaire de la métropole à l'épreuve du confinement – Retours d'expérience et préconisations pour anticiper de nouvelles crises, Octobre 2020

# Annexe 1 : Le cadre réglementaire du CCGAD

**La construction du Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable de Bordeaux Métropole s'inscrit dans un cadre réglementaire favorable à l'échelle nationale, européenne et internationale.**

## Le Programme National pour l'Alimentation

Le **Programme National pour l'Alimentation** (PNA) est le cadre français de la politique publique de l'alimentation. Le PNA a été lancé en 2010 par la Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, et prône l'accès à une **« alimentation saine, diversifiée, en quantité suffisante, de bonne qualité gustative et nutritionnelle »**. Le PNA porte de multiples enjeux : préservation du modèle alimentaire français, transmission de bonnes pratiques alimentaires, santé publique, inégalités sociales, création d'emplois, etc.



En 2014, **4 axes prioritaires** et structurants ont été définis pour le PNA :

- La **justice sociale** et l'accès de tous à une nourriture suffisante, saine et nutritive, répondant à leurs préférences alimentaires et permettant de mener une vie active et saine ;
- L'**éducation de la jeunesse** (élèves des premier et second degrés ; étudiants de l'enseignement général et spécialisé ; apprentis) à une alimentation équilibrée et à un comportement alimentaire responsable, qui doit s'accompagner d'une valorisation des métiers de l'alimentation ;
- La **lutte contre le gaspillage alimentaire**, par l'information des consommateurs sur les bonnes pratiques, mais aussi par le renforcement des dons de produits aujourd'hui détruits ou jetés, ainsi que par la promotion d'activités d'insertion via l'activité économique permettant de valoriser ces produits ;
- L'**ancrage territorial** pour soutenir le modèle agricole français, les industries agroalimentaires françaises et les emplois qu'ils représentent sur tout le territoire, en valorisant les signes de qualité et d'origine, en favorisant l'approvisionnement de proximité ou d'origine française dans la restauration collective, en s'appuyant sur des plateformes permettant de faire se rencontrer offre et demande.

Prévus dans la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (Art 39), **les projets alimentaires territoriaux (PAT)** s'appuient sur un diagnostic partagé faisant un état des lieux de la production agricole et alimentaire locale, du besoin alimentaire du bassin de vie et identifiant les atouts et contraintes socio-économiques et environnementales du territoire. Élaborés de manière concertée à l'initiative des acteurs d'un territoire, ils visent à donner un cadre stratégique et opérationnel à des actions partenariales répondant à des enjeux sociaux, environnementaux, économiques et de santé. L'alimentation devient alors un axe intégrateur et structurant de mise en cohérence des politiques sectorielles sur ce territoire.



**Tant par sa démarche (diagnostic territorial, co-construction d'un plan d'action avec les acteurs locaux de l'alimentation) que par ses thématiques prioritaires, le CCGAD répond aux critères établis par le PNA. Le CCGAD pourrait entrer dans le processus de labellisation PAT dès 2020.**



## Le Pacte de Politique alimentaire urbaine de Milan

L'Exposition Universelle s'est tenue à Milan en octobre 2015, sur le thème « Nourrir la planète, énergie pour la vie ». A cette occasion, le **Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan** a été rédigé et signé par plus d'une centaine de villes du monde entier.

En France, huit collectivités ont signé ce pacte.

Le Pacte de Milan est un cadre d'action proposant des options stratégiques aux villes qui désirent mettre en place des systèmes alimentaires plus durables, à travers 6 types d'action :



- Assurer un environnement propice à une action efficace (gouvernance)
- Promouvoir une alimentation durable et une bonne nutrition
- Assurer l'équité sociale et économique
- Soutenir la production alimentaire
- Améliorer l'approvisionnement et la distribution alimentaires
- Lutter contre le gaspillage alimentaire

En signant le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, les maires ont pris les engagements suivants :

- **Développer des systèmes alimentaires durables**, inclusifs, résilients, sûrs et diversifiés, qui fournissent des aliments sains et abordables à tous dans le respect des droits fondamentaux, réduisent au maximum le gaspillage, préservent la biodiversité et atténuent les effets du changement climatique tout en s'y adaptant ;
- **Encourager la coordination entre différents services et secteurs** au niveau municipal et communautaire, en intégrant les questions de politique alimentaire urbaine dans les politiques, programmes et initiatives sociaux, économiques et environnementaux, notamment distribution et approvisionnement alimentaires, protection sociale, nutrition, équité, production alimentaire, éducation, sécurité alimentaire et la réduction des déchets ;
- **Améliorer la cohérence entre les politiques et les programmes alimentaires** municipaux et les politiques et processus pertinents au niveau infranational, national, régional et international ;
- **Définir, mettre en œuvre et évaluer l'ensemble des politiques, des programmes et des initiatives alimentaires** en collaboration avec tous les secteurs du système alimentaire (y compris les autorités voisines, les organisations techniques et académiques, la société civile, les petits producteurs et le secteur privé) ;
- **Réexaminer et modifier les politiques, réglementations et plans urbains** existants pour établir des systèmes alimentaires équitables, résilients et durables ;
- Utiliser le Cadre d'action comme point de départ pour que chaque ville engage le développement de son propre système alimentaire et informe des progrès accomplis les villes signataires, ainsi que le cas échéant les gouvernements respectifs et les agences internationales ;
- **Encourager d'autres villes** à se joindre aux actions de politique alimentaire.

**Bordeaux Métropole a signé en 2015 le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan. Le CCGAD représente un outil pour mettre en œuvre cet engagement, en promouvant la transversalité au sein de la métropole, avec les différents échelons administratifs et les acteurs du territoire, mais aussi en assurant l'adéquation de ses missions avec le Cadre d'action du Pacte.**

## Les Objectifs mondiaux de Développement durable

Les **17 Objectifs de développement durable (ODD)** sont entrés en vigueur en janvier 2017. Ils donnent l'exemple à suivre pour résoudre les défis mondiaux d'ici à 2030. La France fait partie des 193 pays engagés dans cette démarche.

Le Programme définit pour chaque objectif des cibles à atteindre. Elles sont 169 en tout, et communes à tous les pays impliqués dans la démarche. Ces cibles sont rassemblées sous cinq domaines majeurs du développement durable : paix, prospérité, peuple, planète et partenariats. Elles répondent à de grands objectifs tels que l'éradication de la pauvreté, la protection de la planète, la prospérité pour tous.



**La démarche du CCGAD, initiée dans le cadre de l'Agenda 21 de Bordeaux, s'inscrit dans la stratégie Haute Qualité de Vie de Bordeaux Métropole, qui est un document-cadre local déclinant les Objectifs de développement durable.**

Le CCGAD, en mettant en œuvre des actions pour l'alimentation durable sur son territoire et pour une gouvernance participative, contribue directement à 11 objectifs de développement durable : faim « zéro », bonne santé et bien-être, travail décent et croissance économique, industrie innovation et infrastructure, inégalités réduites, villes et communautés durables, consommation et production responsables, mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, vie terrestre, paix et justice, et institutions efficaces et partenariats pour la réalisation des objectifs.

## Annexe 2 : Engagements des collèges d'acteurs au lancement du CCGAD

**Fin 2017, les membres du CCGAD se sont réunis par collège afin de définir un engagement commun en faveur de la durabilité du système alimentaire.**

### Collège #1 : Acteurs des politiques publiques et accompagnateurs

Nous, acteurs des politiques publiques et accompagnateurs, nous engageons à être à la hauteur des enjeux pour un système alimentaire territorial durable. Pour cela nous nous engageons à porter la question de l'alimentation durable au sein de nos stratégies territoriales, travailler en transparence et transversalité pour une approche systémique et cohérente de l'alimentation qui encourage la solidarité territoriale. Nous nous engageons à faire connaître et faire avancer nos actions et leviers dans le cadre de nos compétences en co-responsabilité (protection et acquisition du foncier, aménagement du territoire, approvisionnement local des restaurations collectives, lutte contre le gaspillage alimentaire, sensibilisation et éducation, santé, cohésion sociale, etc.) et à être animateurs et facilitateurs des acteurs de nos institutions et de nos territoires sur la question alimentaire, en impliquant les citoyens.

### Collège #2 : Acteurs de la production agricole alimentaire et accompagnateurs

Nous, acteurs de l'ensemble des formes de la production agricole et alimentaire et accompagnateurs, nous engageons à accompagner la production agricole locale vers des modèles respectueux de l'environnement mais également créateurs de lien social et rémunérateurs en travaillant étroitement avec la communauté scientifique et les pouvoirs publics. Nous nous engageons à participer à l'organisation, la coordination et la consolidation des compétences entre acteurs.

Nous nous engageons à faire entendre l'urgence d'identifier et de préserver des terres agricoles alimentaires fertiles et non polluées pour pouvoir favoriser l'installation de producteurs et permettre un cadre de vie sain pour la population. Nous nous engageons à travailler avec les pouvoirs publics pour identifier et reconquérir de nouvelles surfaces alimentaires, favoriser et développer les initiatives urbaines. Nous nous engageons à considérer les complémentarités entre une production pleine terre en priorité et hors sol pour favoriser la capacité alimentaire du territoire, si nécessaire.

Pour cela nous demandons un soutien des pouvoirs publics pour assurer un accompagnement de qualité et pour faciliter l'accès à des formations agricoles qui correspondent aux nouveaux profils et aux enjeux de durabilité. Nous nous engageons à accompagner les porteurs de projet agricole de toute taille et toute production pour un modèle viable et diversifié, qui assure une production saine et durable répondant à une demande des consommateurs locaux. Organiser le dialogue entre la demande et l'offre doit en effet permettre d'assurer la viabilité des exploitations en facilitant l'accès aux marchés locaux.

## Collège #3 : Acteurs de la transformation alimentaire et accompagnateurs

Nous, acteurs de la transformation alimentaire et accompagnateurs, souhaitons que la demande segmentée par volume et fréquence soit visible auprès de l'offre, et nous souhaitons nous engager à réfléchir ensemble à des outils de logistique si nécessaire. Nous notons également le besoin de développer une culture commune entre l'offre et la demande en créant des espaces de dialogue pour exprimer les besoins de chacun en respectant des objectifs de durabilité, de qualité et de rémunération équitable pour tous les acteurs. Nous souhaitons travailler davantage sur les questions de recherche et développement pour développer des process durables (ex : conditionnement, énergie, biodéchets, etc.).

## Collège #4 : Acteurs de la distribution alimentaire et accompagnateurs

Nous, acteurs de la distribution alimentaire et accompagnateurs, nous engageons à participer à rendre plus visibles les possibilités de débouchés qu'offre la distribution pour les producteurs afin de favoriser la viabilité économique des exploitations et faciliter le rôle de gestionnaires des producteurs. En ce sens, il serait nécessaire de développer et actualiser un annuaire unique (avec plusieurs entrées : filières, localisation) permettant de faciliter la distribution des productions et des surplus.

Nous souhaitons contribuer à inclure une diversité d'acteurs de la distribution dans nos échanges. Nous souhaitons pouvoir mutualiser notre logistique (collecte, stockage, dégroupage et dernier kilomètre) mais nécessitons pour cela une stratégie d'éco-mobilité prenant en compte les problématiques des professionnels. Nous souhaitons rappeler la nécessité de réintroduire la notion de saisonnalité afin de pouvoir assurer un approvisionnement local et de développer des actions d'éducation et de sensibilisation auprès de tous les publics. Nous souhaitons contribuer à plus de transparence sur l'origine du produit et son parcours afin de sensibiliser les consommateurs aux contraintes inhérentes à un approvisionnement plus durable (enjeux économique, social, environnemental, etc.).

## Collège #5 : Acteurs pour la sensibilisation, la défense des intérêts et l'accompagnement au changement de pratiques des mangeurs

Nous, acteurs pour la sensibilisation, la défense des intérêts et l'accompagnement au changement de pratiques des mangeurs, nous engageons à faire entendre l'urgence de replacer et rendre à nouveau visible la production alimentaire saine et durable *auprès des citoyens et jusqu'au cœur des villes*, afin de permettre l'essaimage des expériences (jardins comestibles, arbres fruitiers, haies fruitières et vergers urbains, poulaillers, frigos partagés, etc.).

En ce sens, nous souhaitons développer notre rôle de plaidoyer afin de promouvoir une approche globale de l'alimentation durable et d'en faire valoir ses dimensions culturelles, sociales et économiques. Nous souhaitons faire du goût, du plaisir et de la possibilité de cuisiner des vecteurs de changements de pratiques alimentaires. Pour cela, nous nous engageons à accompagner les mangeurs pour réinterroger leurs pratiques de consommation, leur rapport au temps, afin qu'ils puissent faire le choix de se réapproprier leur alimentation en lien avec leur territoire et leur terroir, et qu'ils s'engagent dans une dynamique d'autoproduction et de partage de savoir-faire.

Nous nous engageons à coordonner et valoriser nos actions en participant collectivement à des événements fédérateurs et en mutualisant notre communication afin de diffuser un message commun cohérent.

## Annexe 3 : Le plan d'action du CCGAD

Axe stratégique	N°	Titre de l'action	Acteurs ressources
Fédérer les acteurs et animer les coopérations	1	Animer des temps de rencontre, d'échange et de travail au sein de chaque collège du CCGAD	Tous collèges
	2	Développer une approche transversale de l'alimentation dans les politiques publiques	Collège 1
	3	Animer une stratégie de relocalisation des achats de la restauration collective publique sur la métropole	Collèges 1 et 3
	4	Faire le lien avec les professions médicales et médico-sociales dans une démarche alimentation-santé	Collège 5
	5	Recenser et mutualiser les lieux et équipements de sensibilisation au changement de pratiques alimentaires	Collège 5
	6	Développer les solidarités entre territoires	Collège 1
Sensibiliser, valoriser, porter à connaissance	7	Mutualiser, réaliser et diffuser des supports de communication pour promouvoir l'alimentation durable	Collège 5
	8	Créer et animer un site internet dédié à l'alimentation durable	Collège 5
	9	Animer une cartographie sur l'alimentation durable	Collège 5
	10	Investir des événements pour sensibiliser à l'alimentation durable	Collège 5
	11	Organiser des conférences-débats croisant les regards des acteurs de terrain et des établissements de recherche	Tous
	12	Développer des ateliers grand public en lien avec l'alimentation durable	Collège 5
	13	Eduquer aux enjeux de l'alimentation durable dès le plus jeune âge via des ateliers dans les écoles	Collège 5
	14	Mettre en œuvre des formations visant à lutter contre le gaspillage alimentaire auprès de structures en lien avec l'alimentation	Collège 5
Soutenir les initiatives locales et les expérimentations	15	Soutenir les innovations locales visant à réduire le gaspillage alimentaire	Collège 5
	16	Expérimenter un projet alimentaire à vocation sociale à l'échelle de la ville de Bordeaux	Tous
	17	Soutenir les démarches de transformation locales	Collège 3
	18	Soutenir le développement des modes de commercialisation en circuits courts et de proximité	Collège 4
	19	Accompagner les acteurs de l'aide alimentaire dans un changement de pratiques vers plus de durabilité	Collège 4
	20	Soutenir le développement de schémas logistiques d'approvisionnement durables	Collège 4
	21	Encourager le développement d'initiatives d'agriculture urbaine	Collège 2
Suivre et évaluer les performances du territoire	22	Créer et diffuser un document présentant la stratégie alimentaire de la métropole et des autres acteurs publics	Collège 1
	23	Réaliser une étude pour quantifier et qualifier le poids économique de la restauration collective publique	Collèges 1 et 3
	24	Définir et lancer une étude sur le gaspillage alimentaire	Tous
	25	Rédiger un rapport annuel d'activité du CCGAD	Tous